

groupes d'intérêt ne s'en mêlent et que le déploiement ne complique les inspections.

En dépit des problèmes sans cesse soulevés par les pièces de marchandage, qu'on n'a vraiment jamais monnayées, on a préconisé ces dernières années l'adoption d'un nombre important de systèmes d'armes en faisant valoir qu'ils seraient des atouts maîtres lors des négociations avec les Soviétiques. Des arguments semblables ont été avancés par des représentants du Pentagone et du gouvernement au moment de proposer le *Trident*, le bombardier B-1, le système de défense NCA (Autorité nationale de commandement), la mise en place d'un poste de commandement volant avancé, la défense des emplacements, le véhicule de rentrée manœuvrable et la production de missiles plus puissants et plus précis. Le 19 août 1975, le président Ford a également essayé de faire pression sur les Soviétiques en laissant entendre que les crédits consacrés aux armements stratégiques devraient être augmentés de 2,8 milliards de dollars dans l'éventualité d'un échec des entretiens SALT.

Au dire de certains spécialistes, l'URSS a créé le SS-9 dans le même but: avoir un atout dans son jeu. La rapidité avec laquelle a été mis au point le SS-16 à l'aide de la série des SS-20 témoigne également du désir de ce pays d'accroître son pouvoir de négociation au cours des pourparlers SALT-II. C'est le même motif qui est à l'origine, d'une part, de la série d'essais qu'on a fait subir aux ICBM à la fin de mai 1972, au moment même de la signature des accords SALT-I et, d'autre part, des autres essais effectués le 20 février 1974 à la veille de la reprise des pourparlers SALT après une longue interruption.

La création d'armes à des fins purement stratégiques tend à augmenter les craintes des antagonistes, de sorte que chacun d'eux réagit habituellement en pratiquant la surenchère. Le fait que les deux superpuissances mettent l'accent sur les pièces de marchandage rend plus ardue la tâche des modérés des pays tiers, qui prônent une limitation réaliste des armements. L'argument des pièces de marchandage n'est qu'un moyen entre les mains des faucons pour exiger l'accroissement du budget militaire et saboter tout effort de réduction des armements.

Des sommes énormes sont englouties dans ces démonstrations de force, mais les négociations n'auront pas été inutiles si des accords partiels comme ceux conclus lors des SALT ont favorisé la réduction des armements. Malheureusement, il ne semble pas que cela ait été le cas, car ces

accords ont jusqu'ici eu tendance à accroître la méfiance de part et d'autre et ont bel et bien freiné le mouvement vers la conclusion d'accords plus vastes.

Les soupçons sur les violations aux accords sur le contrôle des armes hantent sans doute un monde très sensible aux menaces et fortement armé. Certes, un État peut se voir forcé par l'opinion publique de riposter par suite d'une violation réelle ou alléguée, même si cela va à l'encontre de ses intérêts. Par ailleurs, on est plus porté à réagir devant un accroissement sensible des armes contrôlées par traité que devant des efforts d'armement non réglementés de la sorte. Un tel climat de méfiance risque de nuire davantage à la cause du désarmement et contribue même à accélérer la course aux armements. Déjà, à la suite de prétendues violations des accords SALT-I, un certain nombre d'accusations ont été portées contre l'Union soviétique. Au nombre de celles-ci, on trouve les trois suivantes: l'Union soviétique aurait procédé à des essais sur un type de radar susceptible d'être utilisé dans un système ABM; elle aurait remplacé les ICBM par des missiles de plus grandes dimensions que ceux sur lesquels on s'était entendu; enfin, elle aurait eu recours à diverses techniques de diversion et de camouflage pour faire obstruction aux mesures de vérification technique des États-Unis. Quant à l'Union soviétique, elle a accusé les États-Unis de chercher à camoufler la présence de certains de ses missiles. De telles ambiguïtés, ajoutées à celles provoquées par les interprétations divergentes fournies par les deux pays au moment de la signature des accords, poseront sans doute d'autres difficultés à l'avenir. En effet, les chances de conclure des accords plus significatifs sont compromises, car il règne déjà une très grande méfiance.

Même si l'on a consacré jusque dans son titre la nature temporaire de l'Accord intérimaire sur la limitation des armements stratégiques, les efforts en vue de négocier un traité plus permanent ont tous échoué, cependant que la course aux armements se poursuit. Bien que la signature de l'Accord de Vladivostok remonte à novembre 1974, les États-Unis et l'Union soviétique ne semblent pas sur le point de négocier un traité définitif. La date d'expiration du traité envisagé étant prévue pour 1985, même la conclusion de l'accord ne servirait qu'à retarder les négociations engagées en vue d'une réduction plus considérable des armements.

Le secrétaire d'État Henry Kissinger a déjà prétendu qu'il serait plus facile d'en